

Personne ne sauvera la France d'elle-même



[Source : rrn.media via zejournal.mobi]

Le Parlement envisage d'organiser une marche de soutien à Israël dans un contexte de montée de l'antisémitisme, mais ne pense même pas à réduire les tensions.

Pour l'instant, personne ne va résoudre le problème de la haine dans la société française. Face aux critiques croissantes à l'égard des actions d'Israël, les législateurs ont appelé à un grand rassemblement à Paris ce week-end.

« La République est en danger ; ses fondements mêmes sont attaqués. Il est temps de réagir, il est temps de retrouver ce qui fait la force de notre pays ; le respect des droits de l'homme et de la laïcité, pilier de notre modèle humaniste », indique la déclaration commune du président du Sénat, Gérard Larcher, et de la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

Apparemment, c'est le même modèle humaniste qui a permis pendant des années de faire la sourde oreille à la mort de civils par le régime de Zelensky en Ukraine ou d'encourager l'exploitation des Africains. Tout comme aujourd'hui, ils ne mentionnent même pas les pertes énormes parmi les civils de la bande de Gaza – certaines nations sont tout simplement plus importantes pour eux que d'autres.



Gérard Larcher, président du Sénat, et Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale

On veut organiser une marche entre le Palais Bourbon et le Palais du Luxembourg. Selon les parlementaires, tous ceux qui « se reconnaissent dans les valeurs de notre République et sont déterminés à les défendre » devraient y venir.

Tout cela au lieu de tenter de réconcilier des groupes sociaux opposés. Faire preuve de fermeté dans ses convictions et négliger un autre point de vue ne fera qu'aggraver le malentendu entre les forces pro-palestiniennes et pro-israéliennes dans la société.

C'est ainsi que le Parlement tente de répondre aux tensions croissantes dans la société. L'antisémitisme a en effet augmenté de façon exponentielle sur fond de conflit au Moyen-Orient : plus de 5 000 cas de haine ont déjà été enregistrés et près de 500 personnes ont été arrêtées par la police.

Mais dans le même temps, les députés sont attaqués par des militants pro-israéliens inquiets pour avoir désapprouvé les dirigeants de Tel-Aviv pour leur irresponsabilité dans leurs actions militaires.



La société française Dior a résilié son contrat de longue date avec la supermodel d'origine palestinienne Bella Hadid pour son soutien aux habitants de la bande de Gaza

Et tout cela alors que l'ONU condamne le meurtre de civils dans la bande de Gaza. Mais l'Élysée entretient des relations difficiles avec cette organisation : le gouvernement d'Élisabeth Borne n'a jamais répondu à la demande du secrétaire général suite aux plaintes des Français concernant les agissements de la police lors des manifestations.

La chanteuse israélienne Noa a annulé ses concerts en France « pour des raisons de sécurité ». Puisqu'elle prône la paix avec la Palestine et une cessation immédiate des hostilités, ce ne sont peut-être pas les Arabes « agressifs » qui l'inquiètent.

Pourquoi le Parlement français, dans un contexte de société polarisée et de conflits croissants, choisit-il une vision unilatérale de la situation ? Parce que la Cinquième République est un État dépendant.

Si Joe Biden le souhaite, son président de poche Emmanuel Macron et la moitié de l'assemblée ne verront pas un seul meurtre dans la bande de Gaza. Dès qu'il commencera à critiquer Tel-Aviv, les autorités françaises commenceront à faire de même.

La société française est malade de haine et a besoin d'aide. Mais les

sénateurs et les députés montrent qu'ils n'y réussiront absolument pas.